

# Assemblée générale

Vendredi 30 janvier 2026 à Salives – 14h30 salle de l'Abreuvoir

## Compte rendu

### Présents votants :

Catherine Burille, maire de Léry  
Véronique Genevey, directrice adjointe du Parc National de Forêts  
Colette Cazet, personnalité qualifiée de la SEIVA  
Bénigne Colson, maire de Frénois, président de la SEIVA  
Véronique Guitton, personnalité qualifiée, vice présidente de la SEIVA  
Nicolas Hoffmann, maire d'Échalot  
Aurore Pétigny, représentant l'ORS Bourgogne Franche Comté  
Gilbert Pescayre, AEPN  
Gérard Pierre, SFEN  
Charles Schneider, maire de Salives  
Pascal Théis, maire de Poiseul la Grange

### Pouvoirs :

Catherine Louis, conseillère départementale, pour Bénigne Colson  
Charles Barrière, conseiller départemental, pour Charles Schneider  
Frédéric Bouvier, Le Bien Public, pour Véronique Genevey  
Hubert Brigand, député, pour Charles Schneider  
Marc Champion, ASNR, pour Véronique Genevey  
Anne Catherine Loisier, sénatrice, pour Bénigne Colson  
Florian Paquet, maire de Moloy, pour Catherine Burille  
France Nature Environnement, pour Gérard Pierre  
Christophe Verdot, conseiller départemental, pour Pascal Théis

### Présents non votants :

Julie Fen Chong, conseil scientifique de la SEIVA  
Hervé Chollet, directeur du CEA de Valduc  
Alain Perret, conseil scientifique de la SEIVA

### Présents non membres :

Luc Baudry, maire de Courtivron, président de la COVATI  
Christelle Alanic, chargée de mission environnement, CEA de Valduc  
Danièle Cardona, chargée de communication, CEA de Valduc  
Aurélié Contrecivile, directrice de cabinet du préfet de Côte d'Or  
Catherine Saut, chargée de mission de la SEIVA

### Excusés :

Juliette Olivier, conseil scientifique  
Éric Bourillot, conseil scientifique

Bénigne Colson souhaite la bienvenue aux participants et les remercie de leur présence. Il présente la liste des excusés, puis rappelle l'objet de la SEIVA : l'association est neutre. Elle a une mission générale de suivi, d'information et de concertation en matière de sûreté nucléaire, de radioprotection, de recherche et d'impact des activités du centre CEA de Valduc sur l'économie locale, l'environnement, les personnes et leur santé, dans la mesure où les sujets proposés ne portent pas sur les éléments confidentiels couverts par son classement d'installation nucléaire de base secrète par le Premier Ministre. Ses activités se déclinent en actions d'information (site internet, bulletin Savoir et Comprendre notamment), d'analyse (aliments et eaux potables), de formations, de réunions d'information, d'études scientifiques et d'accueil de stagiaires.

## 1/ Rapport moral du Président

Les élus, après s'être désinvestis de l'association, ont décidé de s'y réimpliquer. En 2025, la SEIVA a poursuivi ses activités et a activé de nouveaux partenariats, dont entre autres :

- Les archives départementales de Côte d'Or : elle a embauché un alternant archiviste et coorganisé une journée d'étude du 3 juillet,
- Le Parc National de Forêts : le Parc a accepté de devenir membre et est représenté par sa directrice adjointe, Véronique GENEVEY
- L'Université de Bourgogne Europe : 3 nouveaux membres ont accepté d'intégrer notre Conseil scientifique :
  - Le professeur Gilles BRACHOTTE, du département Sciences de l'information et de la Communication
  - L'enseignant - chercheur Éric BOURILLOT, du Département Nanosciences de UFR Sciences et Techniques
  - La Chercheuse géographe Julie FEN-CHONG, du Laboratoire THÉMA (Théoriser et Modéliser pour Aménager), spécialisée sur les questions de qualité de l'air

Un voyage d'étude a été organisé au laboratoire de Bure, avec visite et rencontre des élus locaux. Pour information, 30 millions d'euros sont répartis chaque année entre les départements de la Meuse et de la Haute Marne, dans le cadre d'un GIE.

➡ Le rapport moral est adopté à l'unanimité.

## 2/ Comptes : bilan 2025, budget prévisionnel 2026

Charles Schneider, trésorier, présente ce point et le suivant. D'une manière générale et ce depuis des années, la SEIVA dispose de 28 000 € de budget annuel, provenant :

- De l'ASNR (Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection – autorité indépendante financée par l'État) : 18 000 €
- Et du CEA de Valduc : 10 000€ de contribution au bulletin Savoir et Comprendre

## 2.1/ Comptes 2025

En 2025 plusieurs éléments ont contribué à des décalages vis-à-vis du budget prévisionnel :

- Présence d'un alternant (8 mois)
- Rattrapage d'une année de financement du CEA, avec versement des 2 années 2024 et 2025

### DEPENSES 2025

#### Information et représentation

Savoir et Comprendre (N° 40, mars 2025, impression N° 41, janvier 2026)	1 602,78 €
Site internet (gestion du site)	540,00 €
Adhésion ANCCLI 2025	1 000,00 €
<b>Total :</b>	<b>3 142,78 €</b>

#### Expertises et analyses

Analyses eaux potables et aliments (lentilles, achat flaconnage)	1 217,16 €
<b>Total :</b>	<b>1 217,16 €</b>

#### Fonctionnement

Locaux (prêt gratuit estimé à 936 €)	
Assurance (MAIF)	381,17 €
Frais bancaires (Crédit Mutuel)	116,58 €
Fournitures	187,52 €
Déplacements et avances diverses (dont C Saut trop perçus)	3 346,42 €
Abonnement internet (Bouygues)	240,40 €
APSALC (envoi salaires et adhésion annuelle)	429,00 €
<b>Total :</b>	<b>4 701,09 €</b>

#### Salaires et charges

Médecine du travail (AIST)	337,36 €
Catherine Saut (mi temps sur 7 mois, + trop perçus)	17 544,59 €
Thomas Kawalec (alternant "archivage" sur 8 mois 5 jours)	9 218,28 €
<b>Total :</b>	<b>27 100,23 €</b>

#### TOTAL DES DEPENSES

**36 161,26 €**

### RECETTES 2025

Crédit Mutuel (remboursements frais mensuels bancaire)	116,58 €
Autorité de Sûreté Nucléaire 2025 (actions et fonctionnement)	18 000,00 €
CEA de Valduc 2024 & 2025 (participation Savoir et Comprendre)	20 000,00 €
ASP (Alternant T Kawalec)	4 500,00 €
Remboursement trop perçu C Saut	3 150,29 €
Ville de Dijon (locaux estimés à 936 €)	
<b>TOTAL DES RECETTES :</b>	<b>45 766,87 €</b>

➡ Le bilan des comptes 2025 est adopté à l'unanimité.

## 2.2/ Budget prévisionnel 2026

En 2026, le budget reprend son équilibre habituel.

## DEPENSES

### Information et représentation

Savoir et Comprendre 2 numéros (mai, décembre)	2 000 €
Site internet (gestion)	350 €
Représentations extérieures (dont adhésion ANCCLI 1000 €)	1 500 €
Conférence avec exposition IRSN sur la radioactivité (panneaux)	350 €

### Expertises et analyses

Analyses eaux potables et aliments	2 000 €
Expertises (autres selon actualité et demandes)	1 500 €

### Fonctionnement

Locaux (prêt gratuit estimé à 936 €)	
Assurance	194 €
Fournitures	350 €
Déplacements	1 000 €
Médecine du travail	292 €
APSALC (salaires et adhésion annuelle)	228 €

### Salaires et charges

Catherine Saut	18 236 €
----------------	----------

**TOTAL DES DEPENSES 28 000 €**

## RECETTES

Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection (ASNR) (financement des CLI)	18 000 €
CEA de Valduc (participation à la réalisation des bulletins Savoir et Comprendre)	10 000 €
Ville de Dijon (locaux estimés à 936 €)	

**TOTAL DES RECETTES : 28 000 €**

➡ Le projet de budget 2026 est adopté à l'unanimité.

## 3/ Activités

### 3.1/ Groupe de travail Santé Environnement

*Véronique Guitton, pilote du groupe*

#### 3.3.1/ Mesure de la radioactivité ambiante sur 3 communes le 13 octobre, journée nationale de la résilience : Aignay Le Duc, Poiseul La Grange, Moloy

Ces 3 communes représentent un axe en direction de Valduc, du plus éloigné au plus proche. Ont participé : Colette Cazet, Alain Perret, Véronique Guitton.

L'objectif est de permettre aux citoyens de s'approprier le concept de résilience et la mesure de la radioactivité.

#### 3.3.2/ Réunion du groupe de travail Santé Environnement le 24/02/2025

Santé : les effets du tritium sur la mortalité et la morbidité : une étude a été effectuée par le CEA sur la mortalité des travailleurs du CEA exposés au tritium, mais la morbidité n'a pas été étudiée.

### Environnement :

- Une question : pourquoi trouve-t-on plus de tritium à Is Sur Tille qu'à Léry ?
- La réalisation du cahier des charges pour le recensement de la biodiversité autour de Valduc et comparaison avec un site similaire, sur une idée de François Bugaut, alors directeur du centre de Valduc. A ce propos, le Parc national de forêts a été sollicité et a proposé un site de comparaison, le Bois des Roncés.

Étaient représentés : l'ORS, l'ARS, le Pays Seine et Tilles et la SEIVA

🕒 En 2026, il est prévu de poursuivre les analyses d'aliments et de réunir le groupe de travail en fonction des demandes.

### **3.2/ Groupe de travail Économie et Territoire**

*Bénigne Colson, pilote du groupe*

Ce groupe est essentiellement composé d'élus. Une réunion a permis d'évaluer les avantages et inconvénients générés par la présence du centre de Valduc et d'élaborer une proposition visant à une juste valorisation du service que rend le territoire à la Nation.

Pour rappel, la commune de Salives avait réussi à obtenir la taxe professionnelle sur la partie commerciale des activités du centre, mais celle-ci avait été écrêtée pour revenir à d'autres communes en fonction du nombre de salariés résidents. Aujourd'hui, cette taxe n'existe plus.

Quelques exemples d'impacts territoriaux

- Pour les communes de Courtivron, Moloy et Frénois : la circulation, avec de nombreux flux de véhicules et bus aux horaires d'arrivée et de départ du centre, ainsi que des vitesses non adaptées lors de la traversée des villages. Le CEA de Valduc aide à la mise en place de radars pédagogiques et de feux « récompense », très efficaces pour réduire la vitesse.
- Pour les agriculteurs, l'interdiction de survoler les parcelles avec un drone.
- L'obligation d'entretenir un Plan Communal de Sauvegarde – PCS, et de préparer les exercices du Plan Particulier d'intervention – PPI.
- En termes de logements, dans les 8 communes entourant le centre, une cinquantaine sont loués aux ouvriers qui viennent travailler sur les chantiers du CEA. Même si cela crée un revenu pour les propriétaires, ces personnes n'étant pas comptabilisées en tant qu'habitants, elles sont exclues du calcul de la dotation de l'État. Ces logements pourraient être loués à des familles avec enfants, ce qui permettrait le maintien des classes et la pérennisation des postes d'enseignants dans les écoles.
- Valduc fabricant des armes de dissuasion, il pourrait être la cible d'attaques mal ciblées ?

Même si le site génère des emplois, on peut regretter que ce ne soit pas forcément des personnes habitant à proximité.

Un courrier a été envoyé en ce sens le 20/02/2025 au Préfet de Côte d'Or avec copie aux sénateurs et députés de Côte d'or, suite auquel la préfecture a invité les maires pour une réunion. La possibilité de mettre en place un contrat de territoire est évoquée. Concernant

les retombées financières, la préfecture a proposé de se renseigner sur la situation auprès des autres sites du CEA.

### 3.3/ Groupe de travail Communication

Véronique Guitton présente les événements d'information et de communication, ainsi que les différentes collaborations extérieures.

#### 3.3.3 / Bulletin Savoir et Comprendre

Le numéro 40 (4 pages) est paru en mars 2025, sur le thème de la préparation à l'accident.



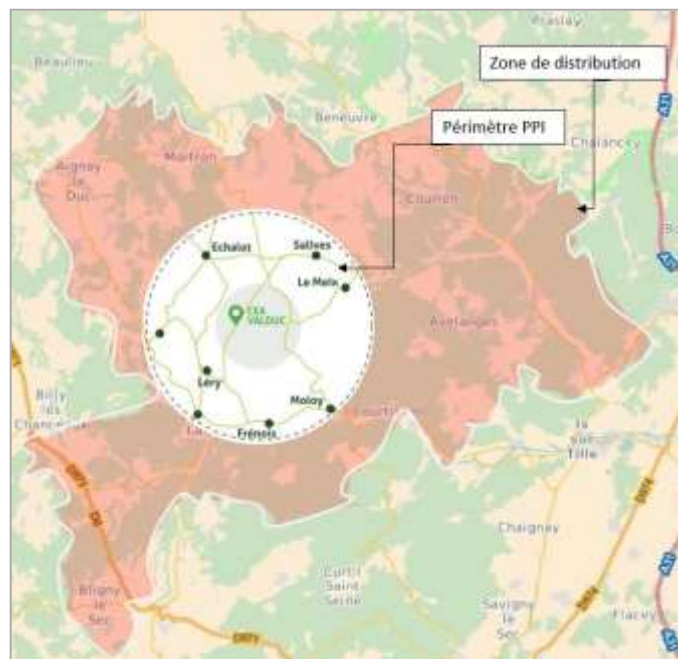
#### Périmètre de diffusion :

Foyers du périmètre PPI :  
470 foyers - 8 communes :  
Le Meix, Salives, Poiseul La Grange, Molo, Frénois, Échalot, Léry, Lamargelle

Personnes travaillant sur le centre du CEA, via intranet

1380 foyers de communes

proches : Minot, Moitron, Étalante, Aignay-Le-Duc, Grancey Le Château, Avot, Barjon, Courlon, Bussièes, Cussey-Les-Forges, Fraignot-Et-Vesvrotte, Busserotte-Et-Montenaille, Pellerey, Champagny, Chanceaux, Bligny Le Sec, Poncey-Sur-L'Ignon, Marey Sur Tille, Avelanges, Courtivron, Saulx Le Duc, Crécey-Sur-Tille, Villey Sur Tille, Poiseul Les Saulx.



### 3.3.4/ Site internet www.seiva-valduc.fr



- En 2026, sont prévus :
- 2 numéros de Savoir et Comprendre
  - Une conférence couplée avec l'exposition IRSN sur la radioactivité

### 3.3.5/ Collaborations extérieures

#### 3.3.5.1/ Préfecture De Côte D'or

- Exercice PPI 2025 : participation aux réunions de préparation suivantes : groupe de travail « Information » (14/11), groupe de travail « Protection des populations » (05/12), et réunions « Copil » (17/09, 26/11, 20/12)
- Commission d'Information CEA/CSMV : participation aux 3 réunions de l'année (05/06, 03/10, 11/12)

#### 3.3.5.2/ ANCCLI/IRSN/ASN

- 9 octobre : participation à la Conférence annuelle des CLI organisée par l'ANCCLI et l'ASNR : participation de Véronique GUITTON et Catherine SAUT.
- 13 octobre : contribution à la journée de la résilience via des mesures de rayonnement gamma sur les communes de AIGNAY LE-DUC, POISEUL LA GRANGE ET MOLOY. Les mesures ont été mises en ligne sur le site [www.openradiation.org](http://www.openradiation.org), en partenariat avec l'ANCCLI, l'ASNR et OPENRADIATION (voir plus bas)

- Participation à des groupes de travail :

- > Surveillance radiologique de l'environnement – Mise en place d'un correspondant CLI (Véronique Guitton, personnalité qualifiée, vice-Présidente)

Ce correspondant serait un maillon important de la relation entre chaque CLI, l'ANCCLI et l'ASNR sur la thématique de l'environnement. Les principales missions de ce correspondant que nous avons identifiées pourraient être :

Recevoir les informations de surveillance régulière de l'environnement (prélèvements, résultats) ; Relayer ces informations auprès des membres de CLI et, le cas échéant, proposer des communications au public ; Apporter des réponses aux questions des membres de CLI en s'appuyant sur l'expertise des membres du réseau, de l'ASNR et de l'ANCCLI ; Informer le réseau des correspondants des études locales que sa CLI souhaiterait réaliser et relayer les conseils ou les exemples capitalisés par les autres CLI ; Créer un lien avec les autres correspondants, l'ANCCLI et l'ASNR.

Cette liste n'est ni exhaustive, ni définitive et peut être adaptée aux besoins de chacune des CLI.

L'ASNR pourra apporter, en fonction de leurs besoins, les éléments pédagogiques qui pourraient être nécessaires à la montée en compétence de ces correspondants : connaissance de la radioactivité, de sa mesure, des radionucléides présents dans l'environnement, des systèmes de surveillance (ex. : réseau OPERA AIR) et des outils et moyens d'information du public (Réseau National de Mesure, site Téléray).

- > Groupe de travail dédié à l'action "Territoires.4" du Plan National de Gestion des Matières et Déchets Radioactifs (PNGMDR) (Juliette Olivier, Comité scientifique)

Lancée Direction générale de l'énergie et du climat, cette action vise à "formaliser un cadre de dialogue et d'engagement réciproque entre les porteurs de projets [nucléaires] et les territoires" en vue d'aboutir à une "trame de contrat cadre". Elle est pilotée par l'ANCCLI, sous la Présidence de Mme Yvelines Druetz en tant que personnalité qualifiée.

### 3.3.5.3/ Université de Bourgogne Europe / Archives départementale de Côte d'Or

- Janvier à septembre : accueil d'un alternant du master 2 « Archives » de l'Université Bourgogne Europe
- 3 juillet : co-organisation d'une journée d'étude « Archives privées et nucléaire, un autre regard » avec l'Université de Bourgogne Europe et les Archives départementale de Côte d'Or

Pour François Jarrige, enseignant-chercheur à l'Université de Bourgogne Europe, à l'initiative de cette journée, il s'agissait de réfléchir à comment organiser ces archives dont l'avantage est d'être immédiatement accessibles - contrairement à certaines archives publiques. Chercheurs, producteurs d'archives privées et archivistes se sont donc rencontrés pour une première étape vers l'organisation de l'information par les citoyens eux-mêmes.

Les intervenants étaient le GSIEN (Laurent Boucher), l'Université Bourgogne Europe (François Jarrige), la SEIVA (Thomas Kawalec), la Fondation pour l'Ecologie Politique (Meixin Tambay), l'ENS Lyon (Louis Fagon), l'Université d'Orléans (Alexis Vrignon).

A noter : la SEIVA s'est rendue à la 2e réunion annuelle consacrée à l'archivage nucléaire, organisée par l'ASNR les 25 et 26 novembre 2025.

## 4/ Questions diverses

- > Colette Cazet, habitante de Pellerey, s'interroge sur les convois qui traversent régulièrement la commune et provoquent une certaine angoisse chez les habitants.

Hervé Chollet répond : il s'agit de convois transportant des éléments d'armes nucléaires, très sécurisés et prioritaires sur toute autre circulation. Ces convois sont classés très secrets, ce pourquoi ils ne sont pas annoncés et peuvent surprendre les habitants.

- > Concernant les activités de Valduc, Hervé Chollet souhaite préciser que la taxe professionnelle obtenue par Salives avait pour base les activités d'un bâtiment exploité par l'IRSN. Celles-ci n'existent plus. Aujourd'hui, les activités générant un revenu représentent quelques milliers d'euros annuels, les éléments d'armes n'étant pas vendus.
- > Catherine Burille souhaite savoir si des familles britanniques se sont installées aux alentours du centre depuis la mise en service de l'installation Epure.

Hervé Chollet répond : une cinquantaine de britanniques travaillent dans l'installation Epure. Leurs lieux de vie comme leurs situations familiales ne sont pas connues du CEA car relèvent de la vie privée.

- > Question de la salle : qui fabriquait le tritium avant le projet de rapatriement sur Valduc ?

Hervé Chollet répond : celui-ci était fabriqué en partie à Marcoule dans le réacteur Célestin, qui a été démantelé.

- > Catherine Saut souhaite savoir si le nouveau bâtiment de fabrication du tritium engendrera un risque d'explosion, car le tritium est de l'hydrogène.

Hervé Chollet répond : l'hydrogène peut effectivement exploser. Les conditions d'exploitation sur le centre seront entièrement maîtrisées.

\*\*\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé, le Président remercie les participants de leur présence. Cela montre une reconnaissance pour les élus du territoire.

Un dernier point, déjà évoqué en CI : il aurait souhaité qu'une réunion de débriefing du dernier exercice PPI soit organisée pour les élus, afin qu'ils puissent faire part de leurs remarques et attentes.

Il passe ensuite la parole à Aurélie Contrecivile, directrice de cabinet du Préfet de Côte d'Or.

Mme Contrecivile le remercie de son invitation. Dans un premier temps, elle exprime la chance d'avoir en Côte d'Or un centre dont les activités sont d'une haute technicité et d'une importance nationale. Le centre constitue une opportunité pour l'économie locale, entre autres en termes d'emploi. Ceci n'exclut pas les contraintes engendrées pour les collectivités,

évoquées lors de la rencontre du 17 septembre dernier en Préfecture, suite à laquelle ont été regardées les différentes formes de compensation déjà existantes sur le territoire, notamment à Bure, même si le contexte est différent. Elle note la possibilité d'un contrat de territoire évoqué par M. Colson.

Concernant le retour d'expérience sur l'exercice PPI du 26 mars dernier, elle propose qu'une réunion conviant l'ensemble des élus soit organisée. Elle rappelle que l'un des objectifs était d'associer la population dans la chaîne d'alerte via le dispositif FR ALERT. La pression médiatique et la mise en place du périmètre de bouclage ont également été testés. Elle profite de son intervention pour remercier Mme Burille qui a accepté de déclencher son PCS, document dont elle rappelle l'importance. Ses services se tiennent à disposition des communes pour l'élaboration et la mise à jour de leur PCS : ceux-ci pourraient d'ailleurs être testés hors du cadre de l'exercice PPI réalisé tous les 5 ans, en lien avec le CEA.

Elle remercie la SEIVA pour son travail d'information des riverains.

Le Président clôt la séance et passe la parole à Hervé Chollet pour une présentation de l'historique du centre de Valduc.

Salives, le 30 janvier 2026

Bénigne Colson, Président

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Colson', with a stylized flourish extending from the end.